

ESCAP

Rapport du commissaire aux comptes sur
les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

ESCAP
association
52 rue Courteville
62501 ST OMER CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS **Exercice clos le 31 août 2024**

A l'assemblée générale de l'association ESCAP

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ESCAP relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément

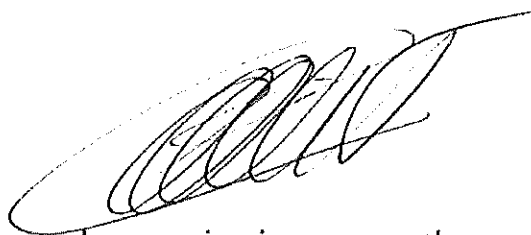
aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le 14 janvier 2025 à Blendecques

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'JL', written over a faint, large, light-colored oval background.

Le commissaire aux comptes

Grant Thornton SAS

Membre français de Grant Thornton International

Jérôme Lesage

.....

ESCAP

Actif		Au 31/08/2024			Au 31/08/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	9 500	8 528	971	3 512
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	9 500	8 528	971	3 512
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	42 449		42 449	42 449
Actif circulant	Constructions	16 735 691	11 442 831	5 292 859	4 968 738
	Inst. techniques, mat.out. Industriels	1 934 514	1 706 811	227 702	231 306
	Immobilisations corporelles en cours	10 638		10 638	487 329
	Avances et acomptes				
	TOTAL	18 723 293	13 149 643	5 573 649	5 729 823
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières et				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	67 702	4 715	62 987	67 474
Actif circulant	Autres				
	TOTAL	67 702	4 715	62 987	67 474
	Total I	18 800 496	13 162 887	5 637 608	5 800 811
	Stocks et en cours				
	Créances ⁽²⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	122 322	102 468	19 853	14 682
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	370 370		370 370	355 813
	TOTAL	492 692	102 468	390 223	370 495
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement	400 000		400 000	
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	1 353 618		1 353 618	1 818 490
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	47 222		47 222	33 963
	Total II	2 293 533	102 468	2 191 064	2 222 949
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	21 094 030	13 265 356	7 828 673	8 023 761
	Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)			

Passif		Au 31/08/2024	Au 31/08/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	92 759	92 759
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	92 231	92 231
	Écarts de réévaluation	119 856	119 856
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	3 729 662	3 344 105
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		280 638	385 557
Situation nette (sous-total)		4 315 148	4 034 510
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	508 554	584 527
	Provisions réglementées		
Total I		4 823 703	4 619 037
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	56 600	9 500
Total II		56 600	9 500
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	135 649	156 443
Total III		135 649	156 443
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	1 963 181	1 983 134
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	29 305	25 885
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	113 387	128 874
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	119 022	121 444
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	29 933	467 212
	Autres dettes	499 259	454 984
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	58 630	57 244
Total IV		2 812 721	3 238 780
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		7 828 673	8 023 761
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

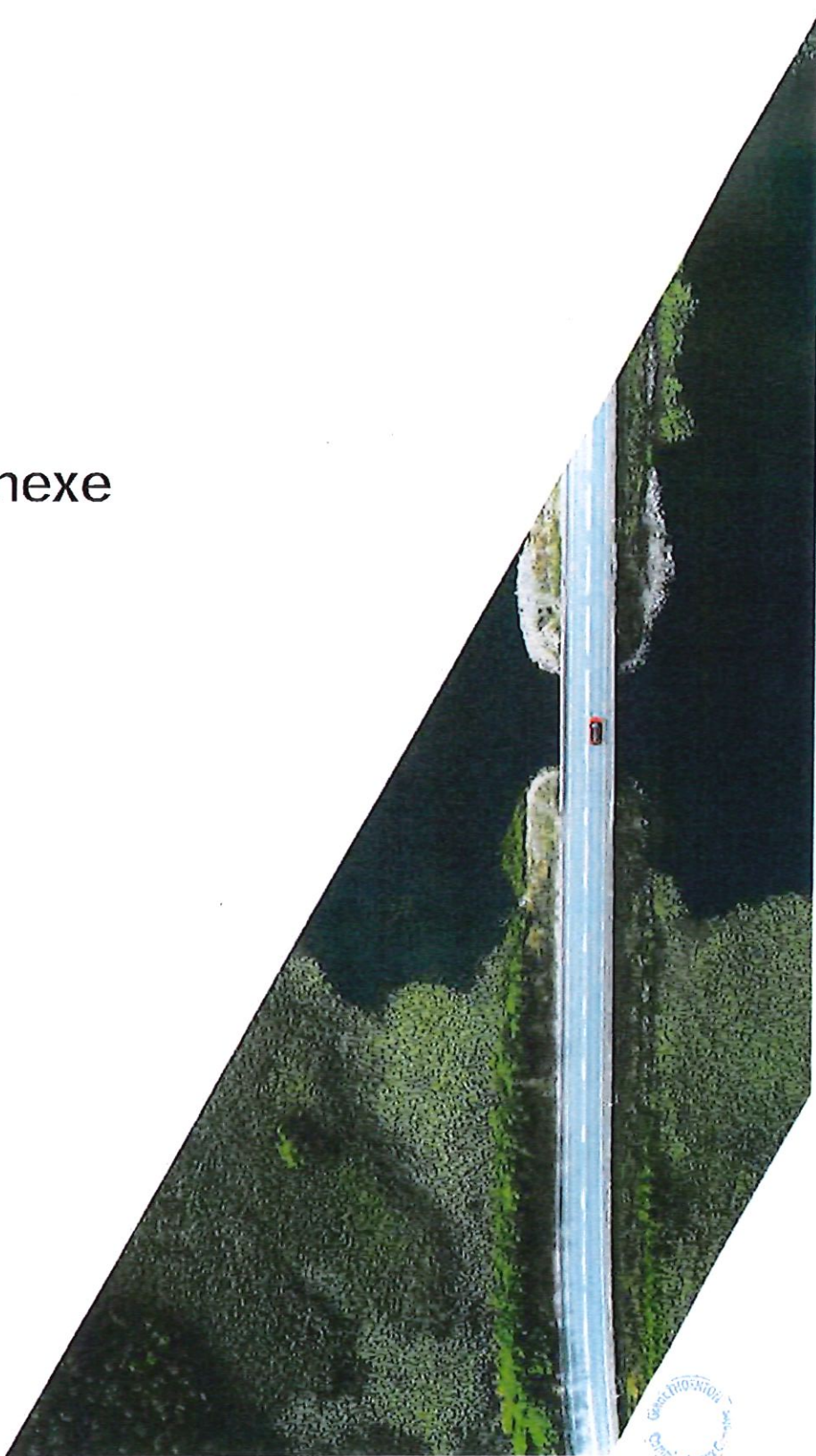
		Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois	Du 01/09/2022 Au 31/08/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	2 940 976	3 129 458
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 845 179	1 733 527
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	64 161	47 203
	Utilisations des fonds dédiés	900	
	Autres produits	49 454	9 913
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	4 900 672	4 920 102
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	2 400 605	2 459 618
	Aides financières	20	30
	Impôts, taxes et versements assimilés	143 330	155 246
	Salaires et traitements	1 069 731	1 049 054
	Charges sociales	357 640	317 159
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	711 900	674 351
	Dotations aux provisions	30 705	36 985
	Reports en fonds dédiés	48 000	9 500
	Autres charges	15 195	6 770
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	4 777 130	4 708 716
	1. Résultat d'exploitation (I-II)	123 541	211 385

		Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois	Du 01/09/2022 Au 31/08/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	31 380	3 973
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	31 380	3 973
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilés Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	54 449	50 640
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	54 449	50 640
2. Résultat financier (III-IV)		-23 068	-46 667
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		100 473	164 718
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	74 814 113 921 1 798	128 712 124 988
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	190 533	253 701
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	4 450 1 557	27 905 4 956
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	6 008	32 862
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		184 525	220 838
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		4 360	
Total des produits (I + III + V)		5 122 586	5 177 777
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		4 841 948	4 792 220
EXCÉDENT OU DÉFICIT		280 638	385 557
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		622 000	622 000
Bénévolat			
Total		622 000	622 000
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		622 000	622 000
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total		622 000	622 000



ESCAP

Annexe



Page : 9 / 9

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos-le 31/08/2024



Table des matières

Table des matières

Table des matières	2
1 Objet de l'Association	3
2 Faits majeurs	4
2.1 Faits significatifs de l'exercice et événements post clôture	4
2.2 Principes, règles et méthodes comptables	5
2.2.1 Principes comptables	5
2.2.2 Méthodes et modes d'évaluation	5
2.2.2.1. Dettes et créances	5
2.2.2.2. Immobilisations corporelles	5
2.2.2.3. Immobilisations financières	5
2.2.2.4. Provision d'indemnité de retraite	5
3 Informations relatives au bilan	7
3.1 Actif 7	
3.1.1 Tableau des immobilisations	7
3.1.2 Tableau des amortissements	8
3.1.3 Principales durées d'amortissement	8
3.1.4 Immobilisations en cours	9
3.1.5 Immobilisations financières	9
3.1.6 Actif circulant – classement par échéance	9
3.1.7 Produit à recevoir	9
3.2 Passif	10
3.2.1 Variation des fonds propres	10
3.2.2. Variation des fonds dédiés	10
3.2.3. Tableau des provisions	11
3.2.4. Dettes financières	11
3.2.5. Autres dettes – classement par échéance	12
3.2.6. Charges à payer	12
4 Informations relatives au compte de résultat	13
4.1 Produits d'exploitation	13
4.2 Concours publics et subventions d'exploitation	13
4.3 Reprises sur amortissements, dépréciation, provisions et transferts de charges	13
4.4 Résultat exceptionnel	13
5 Autres informations	14
5.1 Ventilation de l'effectif	14
5.2 Contributions volontaires en nature	14

1 Objet de l'Association

L'Association a pour objet dans le respect du droit français d'une part, des textes fondamentaux de l'Enseignement Catholique et des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion de l'école et du collège « Saint Bertin », du collège et du lycée « Notre Dame de Sion » et du Lycée « Saint Denis ».

L'Association pourra se livrer à toute activité se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes.

A cette fin elle pourra réaliser toutes les activités parascolaires telles que l'accueil, le transport, l'hébergement, la restauration, la mise à disposition de locaux et d'une manière générale se livrer à toute activité de quelque nature que ce soit, en lien avec son objet principal.

2 Faits majeurs

2.1 Faits significatifs de l'exercice et événements post clôture

- **Investissements de l'exercice :**

Les biens immobilisés au cours de l'exercice se sont élevés à 1 030 k€ (dont 487 K€ d'immobilisations en cours au 31 août 2023) principalement composés de :

- 91 k€ pour la toiture sur le site de Saint Denis
- 638 k€ pour le SSI et le désenfumage de l'internat du lycée Notre Dame de Sion
- 172 k€ pour le désenfumage du collège Notre Dame de Sion
- 67 k€ pour le renouvellement du parc informatique
- 17 k€ pour les travaux des sanitaires de l'internat de St Denis

A noter, 10 k€ de travaux en cours au 31 Aout 2024, concernant le préau de St Denis (4K€) et de petits travaux réalisés pendant l'été pour Notre Dame de Sion (4K€)

- **Financement :**

L'OGEC n'a perçu aucune subvention d'investissement durant l'exercice.
Une enveloppe d'emprunt a été débloquée pour 350K€ (4,43%), pour le financement des investissements de l'été 2023.

- **Faits post clôture :**

Il n'est pas à signaler d'événements post clôture

2.2 Principes, règles et méthodes comptables

2.2.1 Principes comptables

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06, complété par les dispositions des règlements ANC 2022-01 et 2022-02, sans que l'adoption de ces règlements n'apporte de modification dans la présentation des états financiers de l'association.

A défaut d'autres dispositions spécifiques, le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général s'applique

2.2.2 Méthodes et modes d'évaluation

2.2.2.1. Dettes et créances

Les dettes et créances sont évaluées à leur valeur historique.

Toutes les dettes (hors dettes financières) sont à moins d'un an.

Les créances de l'actif circulant sont toutes à moins d'un an (hors prêt effort construction).

Les créances envers les familles sont dépréciées selon la méthode suivante : dépréciation à 100 % des créances antérieures à l'exercice, dépréciation à 50 % des créances nées au cours de l'exercice. Le calcul de dépréciation tient compte des encaissements constatés jusqu'au 30 Septembre 2024. Le cumul des dépréciations s'élève donc à 102 469€ au 31 Août 2024.

2.2.2.2. Immobilisations corporelles

Le coût des emprunts est exclu du coût d'acquisition des immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition.

2.2.2.3. Immobilisations financières

Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, en cas de perte de valeur.

2.2.2.4. Provision d'indemnité de retraite

Conformément à la recommandation de l'ANC N° 2013-02, nous avons calculé le montant des engagements de retraite qui incombe à l'association. La méthode utilisée est conforme à la norme IAS 19, il s'agit de la méthode des unités de crédits projetés. Cette méthode consiste à déterminer une indemnité théorique correspondant au salaire de référence réévalué jusqu'à la fin de carrière prévisible, multiplié par le coefficient des droits potentiels de fin de carrière. La provision de l'indemnité de départ en retraite est

obtenue en faisant le produit de l'indemnité théorique par le coefficient de table de mortalité, le taux de rotation du personnel et le rapport ancienneté acquise sur ancienneté prévue et d'actualiser la somme ainsi obtenue.

L'engagement n'est pas externalisé.

L'évaluation de la provision de l'entité a été réalisée sur la base des effectifs présents au 31 août 2024 et de la convention collective en vigueur. Le calcul est effectué en tenant compte des critères suivants :

- Taux de mortalité issus de la table INSEE t68_fm 2017-2019
- Taux de turn-over évalué par la direction
- Taux d'actualisation retenu : 3.45%
- L'âge de départ a été fixé à 64 ans
- Taux de charges sociales : 40 %

La provision a été ajustée au 31 août 2024 et a abouti à une reprise de 20 794€.
Le montant de l'engagement s'élève à 135 649 € au 31 août 2024



3 Informations relatives au bilan

3.1 Actif

3.1.1 Tableau des immobilisations

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	9 500	-	-	-	9 500
Immobilisations corporelles	Terrains	42 449	-	-	-	42 449
	Constructions	15 808 338	927 353	-	-	16 735 692
	Install. Tech., mat., outillage	1 164 072	35 098	-	-	1 199 170
	Install. générales, ag. Am. divers	51 810	-	-	-	51 810
	Matériel de transport	11 298	-	-	-	11 298
	Mat bur., informatique, mobilier	604 811	67 426	-	-	672 236
	Immo. Corp. En cours	487 329	10 639	-	487 329	10 639
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	18 170 107	1 040 515	-	487 329	18 723 293
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	72 431	-	4 729	-	67 703
	Total IV	72 431	-	4 729	-	67 703
Total général		12 252 039	1 040 515	4 729	487 329	18 800 496

3.1.2 Tableau des amortissements

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	5 987	2 541	-	8 529
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	10 839 600	603 232	-	11 442 831
	Install. Tech., mat., outillage	1 062 595	43 672	-	1 106 267
	Install. générales, ag. Am. divers	10 362	5 181	-	15 543
	Matériel de transport	11 298	-	-	11 298
	Mat bur., informatique, mobilier	516 429	57 275	-	573 704
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		12 440 284	709 360	-	13 149 643
Total général		12 446 271	711 901	-	13 158 172

3.1.3 Principales durées d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	50 ans 30 ans pour les nouvelles acquisitions
Matériel et outillage	Linéaire	5 à 10 ans
Installations générales	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	-	-
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de bureau informatique	Linéaire	1 à 3 ans

3.1.4 Immobilisations en cours

Les immobilisations en cours s'élèvent à 10 638€ et concernent principalement un acompte versé pour le préau de St Denis.

3.1.5 Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent au prêt au titre de la contribution effort construction (67 702€). Une dépréciation a été constatée sur les prêts dont les échéances sont échues, pour lesquels le remboursement n'est pas encore intervenu (4 715€).

3.1.6 Actif circulant – classement par échéance

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts Effort construction	67 702	9 726	57 976
	Autres	-		
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances familles et Comptes rattachés	122 322	122 322	
	Autres (dont subventions et forfaits)	370 370	370 370	
Charges constatées d'avance		47 222	47 222	
TOTAL		607 616	549 640	57 976

Les charges constatées d'avances sont composées de charges d'exploitation.

3.1.7 Produit à recevoir

Les produits à recevoir au 31 août 2024 s'élèvent à 278 712€ et se décomposent en :

- Forfaits à recevoir : 265 346 €
 - Le Département : 222 576 €
 - Communal : 42 770 €
- Intérêts courus sur Livret : 13 366 €

3.2 Passif

3.2.1 Variation des fonds propres

	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds propres sans droits de reprise	92 759	0	0	0	92 759
Fonds propres avec droits de reprise	92 232	0	0	0	92 232
Ecart de réévaluation / Prime de fusion	119 857	0	0	0	119 857
Report à nouveau	3 344 105	385 557	0	0	3 729 662
Excédent ou déficit de l'exercice	385 557	- 385 557	280 639	0	280 639
Situation nette	4 034 510	0	280 638	0	4 315 148
Subventions d'investissement	584 527	0	33 448	109 421	584 528
Total	4 619 037	0	314 087	109 421	4 823 703

3.2.2. Variation des fonds dédiés

Les fonds dédiés sont constitués au 31/08/2024, d'un don reçu de l'UDOGEC courant 2023 pour 9 500€ ainsi que d'un don de 48 000€ reçu de l'Association Immobilière de St Omer, fléchés sur la réalisation de travaux. Une partie des dons a été fléchée sur la rénovation de la toiture de St Denis et a été repris à hauteur de 900€ sur l'année 2023/2024.

3.2.3. Tableau des provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions pour pension et obligations similaires	156 443		20 794	135 649
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
TOTAL	156 443		20 794	135 649

3.2.4. Dettes financières

Répartition des échéances :

€	Total	à - 1 an	+ 1 à 5 ans	à + 5 ans
Capital restant à rembourser	1 966 099	404 220	1 249 953	304 549

Les garanties reçues sur emprunt sont les suivantes :

- Emprunt montant initial 1.7 m€ -> Caution Conseil Régional NPDC (80 %). CRD 276 K€
- Emprunt montant initial 700 k€ -> Caution CIE EUROP (30%). CRD 284 K€
- Emprunt montant initial 1 345k€ -> Caution département Pas de Calais de 80% ; CRD 617 K€

3.2.5. Autres dettes – classement par échéance

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers	29 305	29 305		
Fournisseurs et comptes rattachés	113 387	113 387		
Dettes fiscales et sociales	119 022	119 022		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	29 933	29 933		
Autres dettes	499 259	499 259		
Produits constatés d'avance	58 630	58 630		
TOTAL	849 536	849 536		

Toutes les dettes, autres que financières, sont d'échéance inférieure à un an.

Les produits constatés d'avance correspondent à des remboursements d'assurance perçus mais dont les travaux de réparation n'ont pas encore été réalisés.

3.2.6. Charges à payer

Les charges à payer rattachées aux postes de dettes se composent de :

Charges à payer	Montant
Intérêts courus sur emprunts	3 192 €
Factures fournisseurs non parvenues	70 459 €
Personnel – Charges à payer	0 €
Etat - Charges fiscales à payer	52 884 €
Autres charges à payer	7 662 €

4 Informations relatives au compte de résultat

4.1 Produits d'exploitation

Ils correspondent principalement à la facturation famille (scolarité, restauration, hébergement et autres activités annexes).

Le montant des produits en lien avec l'apprentissage s'élèvent à 197 601 euros pour cet exercice contre 219 835 euros en N-1.

4.2 Concours publics et subventions d'exploitation

Sur l'exercice, ils correspondent principalement aux forfaits externat attribués par l'Etat, la Région, le Département et les communes : 1 845 179 euros contre 1 733 527 euros en N-1.

4.3 Reprises sur amortissements, dépréciation, provisions et transferts de charges

Ce poste est principalement impacté par les reprises de dépréciation sur les créances familles (44 584 euros pour cet exercice contre 26 726 euros en N-1) et les transferts de charges (19 578 euros contre 20 478 euros en N-1).

4.4 Résultat exceptionnel

Principaux produits exceptionnels (190 533€) :

- Quote-part des subventions virées au compte de résultat	108 421 €
- Autres produits exceptionnels	79 314 €
- Reprise sur provision	1 798 €

Charges exceptionnelles (6 008€) :

- Autres charges exceptionnelles	4 450 €
- Dotation dépréciation	1 557 €

5 Autres informations

5.1 Ventilation de l'effectif

L'effectif au 31 août 2024 est de 34 personnes ETP.

5.2 Contributions volontaires en nature

L'équivalent loyer est calculé à partir des ratios UNOGEC, de la manière suivante :

- surface pondérée hors d'œuvre (SHON)

• Lycée Sion	6 081 m ²
• Ecole St Bertin	797 m ²
• Salle de Sport Saint Bertin	781 m ²
• Locaux Place Saint Jean	3 179 m ²
• Internat Notre Dame de Sion	1 426 m ²

Soit un total de 12 263 m²

- Valeur à neuf de reconstruction (2 000 €/m²)

• Lycée Sion	6 081 m ² * 2000 € = 12 162 400 €
• Ecole St Bertin	797 m ² * 2000 € = 1 593 200 €
• Salle de Sport Saint Bertin	781 m ² * 2000 € = 1 562 000 €
• Locaux Place Saint Jean	3 179 m ² * 2000€ = 6 357 200 €
• Internat Notre Dame de Sion	1 426 m ² * 2000€ = 2 852 000 €

Soit une valeur totale de 24 526 800€

- montant annuel de l'équivalent loyer (2.5 %)

• Lycée Sion	2.5% * 12 162 400€ soit 310 000€ (arrondi)
• Ecole St Bertin	2.5% * 1 593 200€ soit 40 000€ (arrondi)
• Salle de Sport Saint Bertin	2.5% * 1 562 000€ soit 40 000€ (arrondi)
• Locaux Place Saint Jean	2.5% * 6 357 200€ soit 160 000€ (arrondi)
• Internat Notre Dame de Sion	2.5% * 2 852 000€ soit 72 000€ (arrondi)

Total : 622 000 €

Il fait l'objet d'une comptabilisation en pied de compte de résultat

ESCAP

Rapport spécial du Commissaire aux
Comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 août 2024

ESCAP

52 rue Courteville
62501 ST OMER CEDEX

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

A Assemblée Générale

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, en application des statuts, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

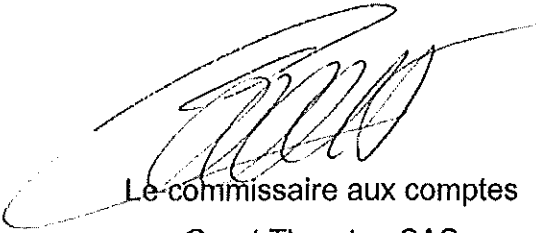
CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'organe délibérant dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Le 14 janvier 2025 à Blendecques

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'JL', is written over the text 'Le commissaire aux comptes'.

Le commissaire aux comptes

Grant Thornton SAS

Membre français de Grant Thornton International

Jérôme Lesage